

INFOVEILLES

Attentat de Moscou : un révélateur des contradictions des mécaniques d'influence russe ?



n° 63 /// 1^{er} juin 2024



Le 22 mars 2024, un commando de quatre individus a pris d'assaut une salle de spectacle en banlieue de Moscou, entraînant la mort de 145 personnes et en blessant 550. L'État islamique-Khorasan (EI-K) a rapidement revendiqué l'attaque. Malgré l'arrestation des auteurs qui confirment leur affiliation au groupe djihadiste, les Russes maintiennent leurs accusations anti-occidentales. Ce positionnement du Kremlin met en exergue les difficultés du narratif russe face à cet événement et des différences fondamentales avec l'OTAN dans la perception des menaces.

FAITS

Le 22 mars 2024, un commando de l'État islamique-K attaque le Crocus City Hall et ouvre le feu sur la foule, avant de déclencher un incendie. Il réussit à quitter les lieux avant l'arrivée des forces d'intervention. Ces dernières lancent alors une vaste chasse à l'homme afin de retrouver les attaquants, qui se solde le lendemain par l'arrestation de onze personnes dont les quatre terroristes présumés, de nationalité tadjike. **Les arrestations se poursuivent dans le cadre de l'enquête jusqu'au 1^{er} avril et concernent en immense majorité des suspects issus d'Asie centrale et du Caucase.** Vraisemblablement torturés puis présentés à un juge, les assaillants ont tous été condamnés à de lourdes peines de prison. Cet attentat est le plus important en Russie depuis celui de Beslan en 2004, qui avait tué plusieurs centaines de civils, dont une majorité d'enfants.

Le soir même, les sphères pro-russes accusent déjà l'Ukraine, tandis que les comptes ukrainiens soutiennent que l'attentat est une opération sous faux-drapeau du FSB, sur le

modèle des attaques d'immeubles d'habitation en 1999, qui avaient permis de justifier la seconde guerre de Tchétchénie. Dans la soirée, une chaîne Telegram de l'**État islamique-Khorasan revendique l'attaque** et diffuse pour preuve des vidéos du massacre. D'autres informations de ce type seront rendues publiques par les divers réseaux du groupe dans les jours qui suivent, et permettent d'accréditer l'implication de l'organisation terroriste.

Parallèlement, les autorités russes minimisent les événements et accusent à leur tour l'Ukraine puis l'Occident. D'abord silencieux, les services de presse et les officiels du régime russe accusent rapidement la partie ukrainienne¹. Face à la revendication islamiste quelques minutes plus tard, ils accusent tout de même les services occidentaux d'avoir facilité, voire commandité et coordonné l'attaque. Ainsi le directeur du FSB indique que des islamistes ont bel et bien mené l'attaque mais que des services étrangers ont « bien entendu » facilité cette dernière. Le ministre de la Défense russe, S. Choïgou, va jusqu'à insinuer une implication directe de la France dans l'attaque après un entretien téléphonique avec le ministre des Armées français, le 3 avril 2024.

De leur côté, les services de renseignement américains affirment avoir averti leurs homologues russes de l'imminence de la menace, dans le cadre de leur politique du « devoir d'avertir ». Ces informations américaines auraient sciemment été ignorées par le renseignement russe qui reste très méfiant à leur égard. Certaines sources ont par ailleurs rapporté que **l'Iran aurait également transmis des informations similaires** aux services de sécurité russes quelques jours avant l'attaque², information qui n'a pas été officiellement confirmée.

¹ MUSTAFFA, Munira. Moscow attacks : why Putin was quick to blame Ukraine. *The Interpreter*, mars 2024. Disponible sur : <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/moscow-attacks-why-putin-was-quick-blame-ukraine>

² HAFEZI, Parisa. Iran alerted Russia to security threat before Moscow attack, *Reuters*, 1^{er} avril 2024. Disponible sur : <https://www.reuters.com/world/iran-alerted-russia-security-threat-before-moscow-attack-sources-say-2024-04-01/>

CONTEXTE

Le conflit ukrainien brouille les lignes. Depuis le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine à grande échelle le 22 février 2022, les deux belligérants s'affrontent dans l'Est du pays, mais également par frappes interposées sur leurs territoires respectifs. Aux vagues de bombardements par des missiles et des drones sur les infrastructures énergétiques et des bâtiments civils, les Ukrainiens répondent par de nombreuses frappes dans la profondeur sur des cibles militaires ou logistiques - comme le 3 avril dernier au Tatarstan sur une usine d'assemblage de drones iraniens Shahed - mais également sur la Crimée occupée, d'où **la flotte russe a été chassée de son port d'attache de Sébastopol depuis le début de l'année 2024.** Plusieurs incursions de soldats de nationalité russe opposés au régime de V. Poutine sur la ville russe de Belgorod ont également eu lieu, notamment en 2023 mais également avant les élections de 2024. Dans ce contexte, les autorités russes qualifient d'« extrémistes » et de « terroristes » ces combattants, au même titre que les islamistes. Alexeï Navalny était lui-même désigné par ce qualificatif à l'instar des soldats ukrainiens et globalement de tous les opposants au régime. Cette rhétorique entretient ainsi une confusion dans l'esprit de la population russe, prompte à **assimiler tous les ennemis de l'État à une seule entité.**

Cette logique moscovite d'affrontement tous azimuts se retrouve ainsi dans les divers mécanismes d'influence informationnelle développés par le Kremlin. Dans le cadre de la politique de *sharp power*³, les attaques informationnelles se multiplient à l'encontre des membres de l'OTAN, dont les *fake news* propagées par les services de renseignement russes – GRU et FSB principalement – mais également par les « influenceurs » pro-russes. Le charnier de Gossi au Mali en 2022 reste un exemple marquant de ces manœuvres informationnelles. Les vecteurs du narratif stratégique russe se sont fait de la sorte les premiers relais des accusations anti-ukrainiennes à l'annonce de l'attentat du 22 mars. **Le cas du Crocus City Hall permet de mettre en évidence un double usage des manipulations informationnelles dans le cadre de la guerre hybride russe :** offensif ou défensif. Dans le cas du faux charnier près de la base française de Gossi, la visée offensive de l'opération était de détériorer gravement l'image des armées françaises en Afrique et de

créer artificiellement une opposition entre ces dernières et les populations locales. Mais cette pratique permet aussi un usage défensif, en plaçant la Russie dans le rôle de la victime (comme ici dans le cadre des accusations anti-occidentales), ou en contestant des accusations qui lui sont portées. Le cas du traitement médiatique du massacre de Boutcha par le narratif russe est de ce point de vue un exemple significatif de négation des crimes de guerre en Ukraine.

En parallèle, l'État islamique (EI) est en pleine résurgence en Asie centrale. Créé en 2015 à partir de déserteurs de divers groupuscules islamistes pakistanais ou iraniens et de Talibans, ce groupe a prêté allégeance à l'État islamique et à son calife al-Baghdadi la même année. Cette branche de l'EI prend le nom du Khorasan, *wilayah* (province) islamique médiévale comprenant une grande partie de l'Asie centrale. D'abord marginal dans la région et dans l'organisation générale de l'EI, la fin du califat territorial en Irak et en Syrie sonne un renouveau pour cette branche du Khorasan⁴. En conflit ouvert avec les Talibans dès l'origine, l'EI-K a également commis de nombreux attentats en Afghanistan, en Iran et dans les pays voisins jusqu'en Inde. **Cette branche semble aujourd'hui l'une des plus vivaces de l'organisation.** Les quatre auteurs de l'attentat sont par ailleurs tous de nationalité tadjike, ce qui s'explique par la situation de ce petit État inféodé à Moscou et enlisé dans une lutte contre plusieurs groupes islamistes, dont l'EI-K⁵. La défection du commandant des forces spéciales tadjikes, militaire formé notamment à Moscou et aux États-Unis, au profit de l'EI en 2015 et devenu une figure médiatique pour la propagande du groupe⁶ a ainsi marqué les esprits. Les services de sécurité russes sont bien conscients du niveau d'activité djihadiste à leurs portes, ce qui rend d'autant plus surprenant leur refus d'accorder du crédit aux informations américaines. A ce titre, il faut également noter que la Russie a souvent été visée par des attentats djihadistes ces dernières années, avec de lourds bilans humains.

La Russie est victime de longue date du terrorisme islamiste. Le pays est en effet une cible de prédilection pour l'islamisme radical : depuis 1994 et la première guerre de Tchétchénie, la Russie a subi de très nombreux attentats islamistes d'envergure variable. Les guerres d'Afghanistan (1975-1985), dans le Caucase (1994-1999), puis de Syrie (2015-) ont souvent opposé les forces russes au djihadisme,

³ « Puissance aiguës », c'est-à-dire un usage dévoyé de l'influence dans un but de déstabilisation, de manipulation ou de contrainte.

⁴ DOXEE, Catrina ; DOXSON, Jared. Examining extremism: Islamic State Khorasan Province (ISKP), CSIS, avril 2021. Disponible sur <https://www.csis.org/blogs/examining-extremism/examining-extremism-islamic-state-khorasan-province-iskp>

⁵ BIBI, Amina. Islamic revivalism and the role of extremist groups in Tadjikistan. *The review of contemporary Scientific and Academic studies* n°3/10, octobre 2023.

⁶ PUTZ, Catherine. Is Tadjikistan's most famous militant Gulmurod Khalimov dead ? *The Diplomat*, 2017. Disponible sur : <https://thediplomat.com/2017/04/is-tadjikistans-most-famous-militant-gulmurod-khalimov-dead/>

sous diverses formes. **Le passif colonial entre l'Asie centrale et les autorités soviétiques puis russes** (et inféodées), notamment sur la place de l'islam dans la société et les valeurs traditionnelles, est un facteur aggravant qui mène de nombreux jeunes sur la voie de l'*inghimasi* (combattants de l'EI). La Russie restant le principal marché économique régional, les ressortissants des petites républiques musulmanes sont ainsi nombreux à y chercher du travail, et **sont des cibles faciles – car isolées de leur famille et en situation précaire – pour les prédicateurs djihadistes qui recrutent parmi ces populations**⁷. L'un des auteurs travaillait par exemple à 150 km de Moscou, tandis qu'un autre vivait vraisemblablement en Sibérie occidentale.

Les élites russes ont réadopté une logique de guerre froide dans leur approche des rapports avec l'Ouest, après trois décennies marquées par des incompréhensions de part et d'autre de l'ancien Rideau de fer, puis l'accumulation des tensions et enfin l'affrontement ouvert. Cela dans un contexte de reprise en main de l'appareil d'État russe par les services de sécurité, au premier rang desquels les anciens responsables du KGB soviétique, qui ont implanté leur vision du monde au sein du gouvernement⁸. Alors que les premières années d'existence de la Fédération avaient été marquées par une coopération sincère avec l'Occident afin de réintégrer la « *Maison commune* » chère à Gorbatchev et Kozyrev⁹, le ton a changé à Moscou et le paradigme de l'affrontement tous azimuts prévaut aujourd'hui. La coopération avec les Occidentaux s'est interrompue sur de nombreux sujets, et notamment la lutte antiterroriste. **La fin de ce dialogue renforce encore davantage un imaginaire de blocs en refusant l'idée d'un ennemi commun.**

ENJEUX

Les Russes ont développé une vision singulière de leur environnement stratégique, marquée par l'omniprésence des États-Unis érigés en « *menace existentielle* » pour l'État russe mais aussi pour sa population. En effet, les interprétations des événements en Russie et en Occident ne parviennent plus à trouver le moindre point commun. Américains et Européens

perçoivent la Russie comme enlisée dans la corruption du régime poutinien et dérivant de plus en plus rapidement sur la pente dictatoriale sans avoir réussi à bâtir une démocratie libérale. En opposition, **Moscou s'est bâti un imaginaire obsidional de puissance assiégée**¹⁰ par l'hégémonisme américain soutenu par des Européens inféodés. Le triomphalisme culturel occidental d'après-Guerre froide est ainsi mal perçu en Russie, confirmant sa conviction profonde que le pays doit vaincre cet adversaire à tout prix pour survivre¹¹.

Devenu un véritable réflexe politique, ce mécanisme entraîne le pouvoir dans des attermoissements souvent préjudiciables dans les moments de crise aigüe¹². Le président Poutine ne s'est réellement exprimé que 48 heures après le drame du 22 mars, en éludant l'implication de Daech dans les événements, reprenant les poncifs habituels du narratif d'État. La responsabilité a ainsi été rejetée sur les services occidentaux et un hypothétique complot anti-russe. Se pose dès lors la question de la raison de la négation du problème djihadiste au sommet de l'État. Le Kremlin pourrait être réellement aveuglé par sa logique d'affrontement Est-Ouest, ou bien chercher à renforcer l'esprit de corps contre l'ennemi ukrainien.

Le narratif stratégique du Kremlin ne peut admettre qu'un ennemi unique, malgré la preuve irréfutable de la pluralité des menaces et les signes de coopération des services de sécurité étrangers. Or le président Poutine a qualifié de « *chantage* » et d'« *intimidations* » les avertissements américains sur une menace d'attentat, comme s'il n'envisageait pas l'existence de groupes hostiles et non-inféodés aux intérêts de Washington. Le même mécanisme s'est répété au moment du compte rendu d'entretien entre les ministres Choïgou et Lecornu le 3 avril 2024, **la partie russe sous-entendant une implication de la France dans les attaques, alors même que cette dernière offrait son aide dans la lutte antiterroriste**. Le mode de réflexion bipolaire omniprésent au sommet de l'État et dans l'espace informationnel russe a pris le dessus, au moins dans les paroles et la communication, sur les réalités du terrain. En réalité, le système de propagande du Kremlin peut difficilement se permettre de concéder l'existence d'un second front en Asie

⁷ DE GLINIASTY, Jean. Attentat à Moscou : la Russie face au terrorisme islamiste. *IRIS*, mars 2024. Disponible sur : <https://www.iris-france.org/184925-attentat-a-moscou-la-russie-face-au-terrorisme-islamiste/>

⁸ BELTON, Catherine. *Putin's people : how the KGB took back Russia and then took on the West*, Farrar, Strauss and Giroux, 2020. (640 p.)

⁹ MINIC, Dimitri. Invasion de l'Ukraine, une rupture politico-stratégique ?, *IFRI*, 2022 [en ligne]. Disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/minic_invasion_russe_ukraine_2022.pdf

¹⁰ BENEVENT, Nicolas. Le soft power russe : outils et limites, *Geostrategia*, 2017. Disponible sur : www.geostrategia.fr/le-soft-power-russe-outils-et-limites/

¹¹ LAHILLE, Éric. Géopolitique de l'Ukraine, limites de la convention hégémoniste occidentale. *Études internationales*, 2016 (n°47), pp.333-491.

¹² WILDE, Gavin. Moscow's lies in a crisis dont just mask failure, they reinforce it. *Carnegie Endowment for international peace*, 27 mars 2024. Disponible sur :

<https://carnegieendowment.org/2024/03/27/moscow-s-lies-in-crisis-don-t-just-mask-failure.-they-reinforce-it-pub-92073>

centrale, qui le forcerait à lui consacrer des forces déjà enlisées en Ukraine.

Cet attentat peut apparaître secondaire dans le complexe conflit ukrainien et dans le cadre de la rivalité russo-occidentale ; il constitue cependant une attaque sur le talon d'Achille du pouvoir russe : sa propagande. **L'État islamique, qui a lui-même développé depuis 2015 une véritable expertise médiatique, joue ainsi sur la corde sensible du système poutinien** qui est l'imaginaire de services de sécurité russes invincibles et parant toute menace. En démontrant l'inverse, Daech attire les projecteurs sur son action, et détourne l'appareil de propagande russe à son avantage en humiliant un acteur se présentant comme militairement supérieur. La capacité de frapper si durement le puissant ours russe démontre pour le public de l'EI que le groupe n'a rien perdu de sa puissance et que le combat du djihadisme mondial reste d'actualité.

Le narratif manichéen adopté à l'encontre de l'Occident par la Russie et qui s'est durci depuis 2022 pourrait bien montrer ses failles au grand jour. Le pouvoir russe apparaît embarrassé par cette crise qui le met en grande difficulté, tant à l'égard de son audience interne, qu'au niveau de ses pairs du « Sud global ». De ce point de vue, la sécurité est le pilier central de l'appareil de propagande russe vis-à-vis de sa population, et de celle des États vassalisés de l'« étranger proche ». La domination de l'oligarchie repose en effet sur sa force de protection. Prouver son incurie revient à mettre en danger le système établi, comme l'ont démontré les événements de juin 2023 : E. Prigojine avait tenté de renverser le pouvoir suite aux complications militaires autour de la bataille de Bakhmut. Le retrait amorcé en mai 2024 de la Russie d'Arménie suite aux conflits avec l'Azerbaïdjan est un autre exemple de cet étroit rapport entre domination politique et capacité de protection. **La sauvegarde de l'image de puissance du régime est également une nécessité stratégique face à la convoitise de ses « partenaires »** qui tendent à profiter des faiblesses russes, comme le suggèrent les rachats pétroliers à bas coûts de la part de l'Inde ou la relation de moins en moins égale avec une Chine aux forts appétits économiques et bientôt peut-être, territoriaux.

Par ailleurs, si l'État russe concède l'existence d'une menace djihadiste autonome à ses frontières, son imaginaire de puissance assiégée par des ennemis occidentaux s'effondre, d'autant plus s'il accepte l'aide des mêmes services qu'il accuse des pires crimes en Ukraine et qu'il annonce combattre dans une lutte « existentielle ». D'un autre côté, la complète négation de l'hypothèse djihadiste, qui a prévalu

les premières heures après l'attentat, ne tient pas face à l'ampleur du massacre et à la communication de l'EI-K qui a apporté des preuves vidéo et de nombreux détails macabres sur l'opération via ses canaux de communication. Le pouvoir a fourni un énorme effort afin de faire entrer de force cet événement dans son complexe narratif antiaméricain, lui permettant de mettre de côté le problème de l'islamisme tout en recentrant l'attention sur le conflit ukrainien. **Éluder la question de la présence de Daech semble donc tout autant être un réflexe mécanique qu'une nécessité devant l'impasse politico-médiatique** créée par les événements du Crocus City Hall. À ce titre, le principal risque semble être celui d'une auto-intoxication de l'appareil de sécurité qui pourrait se détourner du djihadisme et se concentrer uniquement sur la « menace » occidentale. Ce risque paraît moindre après que le directeur du FSB ait fin mai 2024 replacé l'EI-K au centre de l'enquête et nuancé ses accusations anti-occidentales.

Le doute s'installe sur la capacité de lutte contre le djihadisme en Russie et dans son « étranger proche¹³ ». Cette attaque audacieuse sur un centre culturel important de la capitale russe démontre que l'EI-K a aujourd'hui les capacités humaines et techniques de se projeter. Jusqu'ici, seule la « maison-mère » de l'EI, en Irak et en Syrie, avait pu aller aussi loin dans sa lutte et porter le combat sur le territoire de grandes puissances. Cette vivacité qui apparaît au grand jour contraste avec l'apparente stagnation – malgré des avancées mineures sur le front – de la Russie dans un conflit ukrainien enlisé.

Plusieurs hypothèses sont ici possibles pour l'avenir de la lutte antiterroriste en Russie. La posture manichéenne pourrait n'être qu'une attitude de façade, et les faits révéleraient une prise de conscience du danger islamiste ainsi qu'un sursaut des services de sécurité. **Le pouvoir pourrait également avoir posé des œillères idéologiques sur la menace en Asie centrale et s'être laissé prendre à sa propre propagande**, ne voyant que des opérations occidentales périphériques et de diversion dans les actions de l'EI-K. Il existe également une troisième voie possible, dans laquelle le facteur déterminant n'est pas la volonté mais bien la capacité de lutte contre le djihadisme. En effet, la crise de juin 2023 avait démontré que les forces armées russes, massées sur la ligne de front et ses alentours en Ukraine, ne disposaient pas de forces de réserve. La colonne du groupe Wagner s'était ainsi enfoncée de près de 400 km vers Moscou sans rencontrer de véritable résistance. Il est envisageable qu'à l'instar des forces armées, **les services de renseignement et de sécurité intérieure manquent de moyens pour lutter contre une deuxième menace** sur leur flanc Sud.

¹³ C'est-à-dire l'espace post-soviétique dans lequel elle conserve une « sphère d'intérêts vitaux ».